

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 132
Octobre 2021

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Pour un anarchisme à finalités écologistes

Combien de militants ont passé des soirées, voire des nuits, à coller des affiches, des autocollants...des journées à distribuer des tracts, à boîter...Avec quelle excitation, quel enthousiasme, quelle ardeur, ils ont accueilli le moindre soubresaut social, la moindre mobilisation pensant que le Grand Soir était proche. Ils se sont accrochés au plus petit fil d'espoir, avec une confiance dans les masses, voyant partout des signaux qui leur étaient favorables et leur donnaient raison. Durant des décennies, ils se sont attendus à des retournements de situation, à des révoltes que rien ne pourraient arrêter et qui pourraient par contre leur permettre de prendre les choses en main, validant leur discours. Ils se sont crus porteurs de l'idéal de tous et toutes et entourés de la sympathie des plus humbles et des classes moyennes. Les foules opprimées n'attendaient que leur signal pour se soulever, c'était une question de jours ou de semaines. Ils portaient la marque de l'aristocratie ouvrière, fière de son savoir-faire. Ils faisaient de l'homme, finalement, un objet de culte ; leur foi militante croissait avec le temps et l'entre soi. Les grandes phrases de leurs théoriciens, récitées comme des mantras, faisaient office de textes sacrés.

Mais voilà, le temps passe et comme leurs aspirations exigeantes se heurtent au principe de réalité, le défaitisme intellectuel point. Certains rejoignent des idéaux autori-

taires, action typique des amours déçues. D'autres, plus rêveurs, se mettent en quête d'une autre radicalité, plus violente dans ses actions ; certains entrent dans le radicalisme de papier ou de clavier. D'autres encore disparaissent des radars et se fondent dans la masse. Bref, des mots, des idées dans le tonneau des Danaïdes de nos causes perdues.

Tous et toutes avaient rêvé de quelques raccourcis pour arriver à la Révolution, de quelques gestes et exploits qui les auraient menés au but, les dispensant du lent et désespérant labeur d'éducation, de propagande et d'organisation. Car le militantisme, c'est aussi cela ; cette éducation qui progresse mais qui peut, à certains moments, régresser.

Aujourd'hui, la jeunesse entre davantage dans la lutte pour la défense de la biodiversité et pour limiter le réchauffement climatique. Et c'est très bien. Pour nous, il ne s'agit pas d'abandonner la lutte sur le terrain social mais celle-ci devra maintenant s'exercer en lien avec un souci et une finalité écologistes. A défaut, l'anarchisme se réfugiera à nouveau dans sa tour d'ivoire et continuera à regarder passer les trains...

Ti WI (GLJD)

Le combat pour une écologie sociale et libertaire devient de par la force des choses notre priorité

Le combat pour une écologie sociale et libertaire devient de par la force des choses notre priorité. Pour autant, nous ne devons pas baisser la garde sur le plan de la lutte de classes en ces temps de pandémie où le système capitaliste, prompt à s'adapter voire se régénérer, se présente toujours comme la seule alternative crédible et possible pour les travailleurs.

Ce qui est intéressant avec la crise sanitaire due au Covid 19, c'est qu'on a vu de multiples démissions, reconversions, suite à cette pandémie mondiale qui a joué sur les peurs et les angoisses ressenties par les gens ordinaires.

Bien que beaucoup aient accepté de continuer à travailler avec peu de protection (visières, plexiglas...), ceux de la première ligne et de la seconde, modifiant leur vie pour faire face à un virus mortel, certains ont décidé de tout plaquer. L'exemple des salariés de l'hôtellerie et de la restauration est significatif à cet égard. Certaines sources indiquent que 237 000 employés ont fui ce secteur d'activité sur un an. Cet « exode » de travailleurs n'est pas propre à la France. Cette tendance commence d'ailleurs à inquiéter les spécialistes du marché du travail. Avant la Covid, les travailleurs qui avaient la tête dans le guidon ne se posaient guère de questions. La peur du chômage,

les habitudes...pesaient lourdement sur les gens. A l'arrêt, les travailleurs ont eu le temps de réfléchir à leur vie et ont pris conscience que ce n'était pas une vie : contraintes terribles, flexibilité à outrance, salaires maigrichons, autorité de petits patrons... Ils ont donc décidé de se poser et voir ailleurs. D'autres travailleurs qui ont pu télé-travailler traînent des pieds pour reprendre le chemin du bureau. Si des inconvénients (surcharge de travail, isolement...) ont pesé dans certains cas, d'autres télétravailleurs ont pris du recul et apprécié une nouvelle liberté acquise. Et ça râle dans les couloirs.

Il est encore trop tôt pour mesurer, analyser et comprendre les conséquences à long terme de la pandémie et des mesures politiques et scientifiques qui accompagnent sa « gestion », notamment en ce qui concerne l'économie, le fonctionnement de la société et les mentalités. Mais des tendances se dessinent. Une somme multiple et massive d'attitudes individuelles, liées les unes aux autres, générées par une situation commune semble amplifier un rejet qui, s'il n'est pas collectif, n'en demeure pas moins inquiétant pour le système. C'est d'abord un moment de rupture, puis un moment positif de pause, qui implique nécessairement une réflexion sur soi, sur la place de l'individu social dans la machine. Alors que la reproduction et la reconfiguration du capitalisme se poursuit, cette rupture est vouée à l'échec si elle ne trouve pas de débouchés et de réponses collectives. Pour qu'une alternative émerge, il faudrait qu'une réponse d'ensemble se dessine qui ouvrirait la voie à un projet social de réorganisation du monde, vers une autre vie, vers un autre sens. Un autre futur à inventer, en tenant compte de l'urgence climatique, la biodiversité... et les rapports entre l'homme et la nature.



L'époque que nous vivons implique le rejet de l'organisation sociale actuelle et ses conséquences destructrices pour l'être humain. Car la pandémie a mis à nu l'absurdité de la normalité, du quotidien, bref du système qui produit la catastrophe et un avenir sans issue. L'activité routinière de la plupart des travailleurs est devenue clairement incohérente et stérile face à la force de la pandémie ; les repères rassurants du salariat et de ses institutions se sont révélés fragiles, voire impuissants. Les activités initialement considérées au départ comme « essentielles » ont été rapidement stigmatisées, et même pointées du doigt comme les soignants par exemple.

La force du capitalisme, l'énergie de sa reproduction peuvent vaincre les actes individuels de rejet. Même lorsqu'ils sont massifs et généralisés, lorsqu'ils peuvent perturber tel ou tel secteur de son fonctionnement. Cela dit, un phénomène comme la démission dans certains secteurs économiques ne peut être ignoré, sous-estimé, pour ce qu'il est et pour ce qu'il exprime. D'autant que nombre de salariés ont peur d'être déclassés et de se retrouver au chômage.

Finalement, c'est une réponse individuelle à la passivité collective, c'est aussi un rejet conscient de l'aliénation, comme une affirmation embryonnaire d'un désir d'une vie différente. Les défis posés par le travail salarié pendant cette pandémie mondiale s'ajoutent à une profonde crise de confiance dans le système politique « représentatif » et ses élites. Les guerres, les destructions, les catastrophes écologiques en cascade, aux conséquences de plus en plus tragiques, qui menacent la continuité des conditions de vie humaine sur terre, renforcent la conscience de rejet. A l'ère du capitalisme mondialisé, il faut beaucoup d'aliénation, de déni de réalité, pour continuer à accepter la vie telle qu'elle nous est proposée, avec une confiance aveugle en une « science » qui la justifie. Les valeurs de « progrès », « croissance » et « avenir » sont réduites à leur mesure quantitative, monétaire, et apparaissent désormais comme l'origine du désastre planétaire.

La voix autoritaire de Macron est prompte à donner une réponse rassurante et confortable pour ces emplois qui ne prennent plus preneurs. Il s'agit d'emplois mal payés et mal perçus et d'emplois qui n'offrent que des perspectives de développement médiocres. Il suffit donc de défiscaliser les pourboires réglés par carte bancaire. Il fallait y penser. Réglable, donc mieux, réparable. Ou le principe inoxydable de la réforme, du en même temps. Dans la foulée, les prêtres de cette religion appelée « économie », perplexes devant le mystère de la baisse du chômage alors que les chômeurs disparaissent et que les capitalistes peinent à trouver des travailleurs, des bras et des cerveaux à exploiter, ils découvrent que l'explication réside précisément dans « la grande résignation ». Un phénomène qui risque de modifier les rapports de force entre le capital et le travail. A défaut d'imagination, les spécialistes proposent de « former » les ouvriers. Mais la question « dans quelle mesure » continue de hanter les gens. C'est exact. Sommes-nous arrivés au point où « mieux se former, avec un meilleur salaire », suffirait pour accepter de continuer en zombies ? Tout cela pour revenir à la « normalité rayonnante » qui n'est autre que celle de la catastrophe permanente. Ou serions-nous face à une option radicalement différente, celle qui inquiète les prêtres économistes en question, celle de revendiquer la dignité, la réappropriation de nos vies, le sens de l'humain ? Finalement, sommes-nous à un tournant, ou du moins est-ce un premier signe d'une rupture avec le système, l'expression du désir de changer de vie ?

Cet été, nous avons rencontrés des libertaires en Bretagne. Ils s'investissent dans le champ associatif et maillent le territoire d'associations avec des expériences concrètes : bars associatifs, cinémas, développement du Bio...le tout avec l'objectif de créer du lien social, de faire la nique aux grandes surfaces au niveau des fruits, légumes, viande, produits laitiers, miel, huîtres...D'autres organisent de manière horizontale des réseaux de Kitesurf, surf...et se retrouvent sur les plages afin de profiter de moments de liberté au gré du vent et des marées. Un compagnon m'expliquait qu'auparavant quand il a commencé à surfer, l'eau dans le Morbihan était à 6 degrés en janvier. Maintenant, elle est à 9. Les jeunes le voient bien, ce sont des exemples concrets. Les compagnons, au-delà des étiquettes mais fermes sur les principes, militent dans les domaines éducatifs, sportifs, culturels...sans compter l'écologie et la nourriture Bio.

On constate maintenant que des personnes n'hésitent plus à se reconverter. Des enseignants par exemple qui bénéficient pourtant de la « sécurité de l'emploi » changent de métier...L'un est devenu maraîcher Bio, l'autre artisan boulanger, un autre intermittent du spectacle...et si le pourcentage de démissionnaires est faible, il est significatif et c'est un signe des temps, que quelque chose se passe dans le monde du travail. Les jeunes que nous avons rencontrés ne veulent plus se faire exploiter et faire n'importe quoi. L'utilité sociale prend sa place dans leurs recherches d'emploi. Une réflexion s'instaure aussi sur les énergies et certains pensent déjà à s'affranchir des fournisseurs patentés. Ce qui permettrait de faire de substantielles économies au regard des augmentations en cours et à venir pour le gaz et l'électricité...

Patoche (GLJD)

"S'ils pensent qu'ils peuvent nous intimider avec ces attaques, ils ont tort. Nous n'avons pas peur."

Misra Sapan, une étudiante Turque, membre de la Jeunesse anarchiste, a été arrêtée par la police et battue lors de la manifestation à l'université de Boğaziçi (Istanbul)

Sapan a déclaré s'être rendue sur le campus sud de l'université de Boğaziçi le 6 octobre 2021 pour protester contre l'arrestation de deux camarades après que le président Erdoğan ait qualifié les étudiants de "terroristes". Elle a ajouté qu'ils avaient été détenus et battus par la police qui les avait encerclés juste avant le début du communiqué de presse. "Ils nous ont encerclés en appelant la police anti-émeute. Ils nous ont fait attendre 5 minutes sans aucune raison. Alors que nous faisons un pas vers le campus, ils nous ont violemment attaqués. Nous étions huit, et ils nous ont tous battus et détenus. Les policiers en civil, qui se sont tournés vers moi, m'ont jeté les genoux au visage. Quand je suis tombé au sol, ils m'ont frappé à coups de pied et de poing. Cette torture s'est également poursuivie dans le véhicule. Nous avions des amis qui saignaient du nez. Ils ont frappé la tête d'une de nos amies contre la vitre de la voiture. Lorsque nous avons déclaré que nous ne les autoriserions pas à nous menotter à nouveau, ils nous ont attaqués à la sortie de l'hôpital de Bayrampaşa, où nous avons été emmenés pour contrôle".

Déclarant qu'ils ont été retenus pendant des heures dans la salle de réunion des avocats du département de police de Vatan, où ils ont été emmenés, elle a souligné que même l'eau envoyée par leurs avocats ne leur avait pas été donnée. Expliquant que les personnes détenues après elles, 14 personnes, ont également été amenées dans la même salle d'interrogatoire et y ont été détenues pendant des heures.

Elle, qui a été libérée le même jour et avait deux yeux au beurre noir en raison de violences policières, s'apprête à déposer une plainte pénale. Déclarant qu'elle a été battue délibérément.

Sapan, qui proteste contre les injustices depuis ses années de lycée, a été à plusieurs reprises opprimée et détenue. Elle a déclaré : « Le pouvoir attaque toujours les personnes marginalisées, les jeunes et les femmes. Ils ciblent particulièrement les jeunes au lycée et à l'université, car les États façonnent les gens à cet âge. »

Et d'ajouter : "Nous savons que ces détentions sont également dues à leur peur. Ils craignent que la lutte ne s'intensifie car à mesure que notre lutte grandit, leur pouvoir est ébranlé. Ils veulent montrer leur pouvoir par le biais de l'application de la loi et de la violence afin de réprimer et intimider la société."

Source : <https://anfenglish.com/news/student-sapan-we-are-not-afraid-55464>



Six mille euros par mois pour tous et toutes

Condamné à deux reprises pour divers cambriolages sur la Côte d'Azur, une fois à quatre ans et une autre à cinq ans, Serge Livrozet sort de prison en 1972. Il écrit son premier livre, *De la prison à la révolte*, un an plus tard. Il rencontre dans la foulée de 1968 plusieurs philosophes dont Michel Foucault avec qui il crée le Comité d'action des prisonniers. A une question récente de camarades sur la portée de ses actions en faveur des prisonniers, il répond que ses actions n'ont finalement servi à rien puisque la situation dans les prisons est pire aujourd'hui qu'à l'époque où il militait au CAP. Des discussions que j'ai pu avoir avec lui au local du libertaire au Havre ou au resto devant une pizza, Serge maintenant que la majorité des personnes qui étaient incarcérées n'avaient rien à faire en prison. Loin de tout angélisme puisqu'il avait lui-même fréquenté le milieu carcéral pendant neuf ans, il indiquait que certains individus devaient rester en prison car ils représentaient un réel danger pour la société. Pour cela, c'était malheureusement irréversible, ils devaient rester en taule sinon on pourrait craindre pour les femmes et les enfants. Pour autant la prison engendre des comportements nocifs et les jeunes qui sortent de prison se retrouvent sans emploi à leur sortie d'où de forts risques de récidive. La France a toujours favorisé la répression à l'éducation et la prévention. Les derniers chiffres parlent d'eux-mêmes. En quarante ans, de 1980 à 2020, le nombre de personnes écrouées a doublé et la durée moyenne de détention effectuée a augmenté d'un quart entre 2006 et 2019 par exemple. La population carcérale augmente en France alors qu'elle baisse dans l'Union Européenne. Alors quand on voit les politiciens de tous bords demander un renforcement des peines de prison, des constructions de prison pour augmenter le nombre de places au sein du régime pénitentiaire, on se demande jusqu'où veulent aller ceux qui entendent lutter contre le laxisme de la justice.

A aucun moment, ces politiques ne remettent en cause la ghettoïsation des quartiers donc des écoles soumis à la carte scolaire. Les priorités budgétaires continuent à favoriser les formations d'élite, ce qui était déjà dénoncé par Proudhon au XIX^{ème} siècle. A aucun moment ces mêmes politiciens se donnent une vision à long terme pour sortir de l'engrenage délinquance-prison-délinquance. A aucun moment, ils ne remettent en question la société dans laquelle nous vivons avec toutes ces vitrines indécentes de richesses qui s'exposent alors que de plus en plus de

gens vivent dans la précarité et ont du mal à manger ou se chauffer. Comment une femme de ménage qui a des horaires flexibles, tôt le matin et tard le soir, peut-elle s'occuper correctement de ses enfants pour le coucher, les devoirs... Les conditions de travail sont à revoir, les horaires... Mais la tendance est plutôt d'alimenter le réflexe identitaire, le déclin de la France, le manque d'autorité... tout le contraire des solutions libertaires : coopération parents-enseignants, entraide entre pairs, des moyens supplémentaires pour compenser l'origine sociale dans les résultats et orientations scolaires, réduction du nombre d'élèves par classe pour aller vers davantage d'autonomie et de liberté...

De plus en plus d'infractions sont liées à la drogue. Là encore, l'Etat continue à criminaliser ceux et celles qui plantent leur cannabis ou le fument en passant par des revendeurs au lieu de se concentrer et s'en prendre au trafic de cocaïne, crack et autres drogues dures. Les méthodes colombiennes arrivent dans de nombreux ports français avec son cortège de pressions voire de morts notamment parmi le personnel portuaire. Les puissants syndicats de ces secteurs professionnels ont leur rôle à jouer.

Les réformes : loi anticasseurs, lois antiterroristes de 2017 et loi « sécurité globale » de juillet 2021... ont des conséquences sur la liberté d'expression et les manifestants. Un programme de 7000 places de prison est en cours et un autre de 8000 places verra le jour d'ici à 2027. De plus en plus de militants sont incarcérés. De nombreux gilets jaunes ont payé cher leur mobilisation.

Il est temps de tout refonder : les quartiers, l'école, le marché de l'emploi avec des salaires décents, l'écologie... Des milliards ont été distribués au patronat récemment, c'est donc qu'il y a de l'argent dans les caisses.

Un article récent indiquait que pour vivre heureux, il fallait un salaire mensuel de 6000 euros. Alors, chiche, demandons un salaire de 6000 euros par mois, la semaine de 32 heures pour pouvoir faire autre chose que bosser et enfin recréer du lien social, sans oublier tous les ingrédients pour lutter contre le réchauffement climatique.

Ti Wi (GLJD)

**RÉPARTITION
ÉGALITAIRE
DES RICHESSES ET DU TEMPS
DE TRAVAIL !**

La police tue ?

Le massacre du 17 octobre 1961 est un mensonge d'Etat selon l'historien Emmanuel Blanchard.

Ce 17 octobre, le FLN appelle à manifester pacifiquement à Paris contre le couvre-feu qui leur est imposé depuis le 5 octobre. Une répression inouïe s'abat sur les Algériens qui sont descendus dans la rue : « 12000 « Français musulmans d'Algérie » sont raflés, des dizaines d'entre eux sont passés à tabac à coups de crosse et de gourdin, certains sont même tués par balle, avant d'être jetés dans la Seine. » (Journal Le Monde du 16 octobre 2021). Le bilan de cette violence policière est établi par les historiens à « au moins 120 tués » au cœur de Paris. Mais l'Etat écrira sa propre vérité pour masquer ce massacre du 17 octobre. On ne peut faire l'impasse sur un passé récent et indécent. On ne peut non faire l'impasse sur le rôle de la police de la base au sommet sous la houlette de Maurice Papon, bien connu pour avoir servi Vichy et envoyé des centaines de Juifs en déportation. Il a permis l'arrestation et la déportation de 1560 juifs de Bordeaux entre 1942 et 1944. La plupart d'entre eux seront exterminés dès leur arrivée. Il en faut du temps pour que de hauts fonctionnaires paient pour leurs crimes et soient condamnés.

Occultation, falsification, mensonge... tout a été fait pour légitimer l'action de la préfecture de police de l'époque pour ce crime d'Etat d'octobre 1961. Mais tôt ou tard, la vérité se fait jour. Déjà, des militants comme Einaudi et Rajsfus avaient publié dans « Les silences de la police » en 2001, un petit livre relatant le rôle de la police dans la rafle des Juifs du 16 juillet 1942 et le massacre du 17 octobre 1961. L'institution policière n'en sort pas grandie.

Voyons ce qu' Einaudi, pionnier et chercheur de l'ombre, pourfendeur de la « Raison d'Etat », écrit :

« Du haut des ponts de Paris et de la banlieue, des Algériens sont précipités dans la Seine et noyés. C'est notamment le cas au pont Saint-Michel, à quelques dizaines de mètres de la préfecture de police et du Palais de Justice. Les policiers et gendarmes qui commettent ces crimes agissent avec la certitude de l'impunité. Dans la cour même de la préfecture de police, les Algériens, entassés, subissent de froides violences. Des policiers passent des cordes autour des cous de leurs victimes et serrent jusqu'à ce qu'elles perdent connaissance. Dans la nuit, un véritable massacre se déroule dans la cour de la préfecture de police, faisant plusieurs dizaines de victimes.

Au Palais des Sports, puis au Parc des Expositions de la Porte de Versailles, les Algériens raflés, souvent déjà blessés, sont systématiquement victimes de « comités

d'accueil ». A l'intérieur de ces lieux, les violences se poursuivent, des prisonniers sont torturés. Des hommes vont ainsi mourir jusqu'à la fin de la semaine. Des scènes semblables se déroulent au stade de Coubertin.

Dans la nuit du 17 octobre, la préfecture de Police donne une version mensongère des événements : « Des coups de feu ont été tirés contre les membres du service d'ordre qui ont riposté. A 22 heures, on dénombre deux morts et plusieurs blessés algériens. » Il n'y a aucun policier blessé par balle.

Les rafles, violences, noyades se poursuivront les jours suivants. Durant des semaines, on découvrira des cadavres non identifiés et l'on retrouvera des corps au fil de l'eau. Le résultat de ce massacre peut être évalué à au moins deux cents morts.

Tout sera mis en œuvre, par le préfet de police, le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, le Premier ministre, Michel Debré, et le Président de la République, Charles de Gaulle, pour que l'ampleur de ce crime soit dissimulée.[...]

Parmi les milliers d'Algériens emmenés au Parc des Expositions de la Porte de Versailles, des dizaines ont été tués à coups de crosse et de manche de pioche par enfoncement du crâne, éclatement de la rate ou du foie, brisure des membres. Leurs corps furent piétinés sous le regard bienveillant de M. Paris, contrôleur général. [...]

A l'une des extrémités du Pont de Neuilly, des groupes de gardiens de la paix, à l'autre des CRS, opéraient lentement leur jonction. Tous les Algériens pris dans cet immense piège étaient assomés et précipités systématiquement dans la Seine. Il y en eut une bonne centaine à subir ce traitement. [...]



La petite cour, dite d'isolement, qui sépare la caserne de la Cité de l'hôtel préfectoral était transformée en un véritable charnier. Les tortionnaires jetèrent des dizaines de

leurs victimes dans la Seine qui coule à quelques mètres pour les soustraire à l'examen des médecins légistes. Non sans les avoir délestées, au préalable, de leur montre et de leur argent.

M. Papon, préfet de police, et M. Legay, directeur général de la police municipale, assistaient à ces horribles scènes. Dans la grande cour du 19-Août plus d'un millier d'Algériens était l'objet d'un matraquage intense que la nuit rendait encore plus sanglant. »

Les libertaires ne le rediront jamais assez. Les policiers sont moulés dans le respect de la hiérarchie et l'obéissance aveugle. Ils sont au service de l'Etat et appliquent à la lettre ses directives. S'il faut rafler les Juifs quand ils sont sollicités par l'occupant, ils y vont et souvent avec zèle. S'il faut cogner sur les Algériens en 1961 à la demande des autorités préfectorales, les flics s'en donnent à coeur joie pour une bonne partie d'entre eux. Aujourd'hui, s'il

faut réprimer les manifestations de gilets jaunes, contrôler au faciès... les policiers dans l'ensemble obéissent. Rajfus pensait que c'était un problème de formation et que la police de Vichy, hormis quelques têtes trop visibles et compromises, était globalement restée en place à la Libération. C'est certainement vrai mais l'obéissance, la hiérarchie, l'esprit de corps... sont hier comme aujourd'hui responsables des violences policières et des pratiques discriminatoires vis-à-vis de populations issues de l'immigration. Est-ce un hasard si selon divers sondages, plus de la moitié des policiers d'aujourd'hui ont des sympathies électorales pour l'extrême droite ? La police, garante de l'ordre étatique se reconnaît dans l'ordre et en redemande. L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre mais nos deux types d'ordre entre la police et nous sont antinomiques.

Goulago (GLJD)



Bonne nouvelle : une majorité de Français ne sont pas croyants



Ce qui est nouveau, c'est que le monde rural n'est pas épargné par cette désaffection pour la religion. Les jeunes s'en désintéressent dans l'ensemble et c'est de bon augure pour le futur. La religion, toujours du côté du manche, est davantage présente dans les centres villes des grandes agglomérations avec une clientèle appartenant aux catégories sociales favorisées. Ce sont certainement ces mêmes catégories qui envoient leurs enfants dans les écoles privées en ce qui concerne les catholiques. Nous savons que les musulmans ne sont pas en reste et qu'ils sont très imprégnés de leurs croyances, de même pour les multiples sectes protestantes qui prospèrent et pullulent aujourd'hui.

Cette perte relative de croyances religieuses devrait nous réjouir mais nous savons que la question religieuse peut ressortir à tout moment et que les églises de toutes confessions ont encore des finances solides et peuvent toujours influencer sur les grands débats de société. Alors, ne baissons pas la garde et continuons à dénoncer ces rétrogrades et mystificateurs.

Aujourd'hui comme hier, les religions sont misogynes et relèguent la femme au second rang quand ce n'est pas à l'arrière-arrière-plan, bref une quantité négligeable qu'on tolère juste pour la procréation.

Il existe cinq grandes religions dans le monde : le judaïsme, le christianisme, l'islam, le bouddhisme et l'hindouisme. Bien que beaucoup aient encore un jugement plutôt miséricordieux envers ces religions, la vérité est qu'elles ont en fait causé plus de mal que de bien aux êtres humains dans l'histoire. À de nombreuses reprises, en

essayant de faire le « bien », un groupe ou un individu finit par causer beaucoup de torts. Faut-il remercier le peuple juif d'être en grande partie responsable, grâce aux discours religieux et politiques incendiaires de ses grands prophètes, du nationalisme religieux ? Le christianisme doit-il être remercié pour toute la bigoterie, la superstition et la persécution féroce des femmes accusées de sorcellerie ?

Le fanatisme islamique d'aujourd'hui ne représente-t-il pas vraiment un danger surtout pour les femmes et un recul en termes de droits humains. Bien que le bouddhisme et l'hindouisme ne soient pas aussi violents que le christianisme et l'islam, ils partagent avec eux le côté misogyne et parfois le racisme. Les femmes dans presque toutes les religions sont toujours discriminées et considérées comme de second ordre.

La religion est une attaque flagrante et récurrente contre les femmes.

Confucius a affirmé de son vivant que « la femme est la chose la plus corrompue et la plus corruptible du monde ». Pour Siddhartha Gautama connu plus tard sous le nom de Bouddha, le plus grand sage de l'Inde ancienne a déclaré : « La femme est mauvaise ». Nous savons tous qu'un bon juif orthodoxe commence la journée par la prière suivante : « Béni sois-tu Dieu, Roi de l'Univers, car tu ne m'as pas fait femme ». Dans une partie du livre du Coran où il est fait référence aux femmes, il est dit que « les hommes sont supérieurs aux femmes [...]. Les femmes vertueuses sont obéissantes et soumises ». Il est évident que le machisme et la misogynie sont des notes consti-

tutives des principales religions du monde contemporain ainsi que l'ancien puisque leurs fondateurs ou leurs adeptes étaient des machistes invétérés.

En réalité, la femme est haïe pour tout ce qu'elle représente pour les hommes : le désir, le plaisir, la vie. Pas de sexe, surtout pas ! Bible et Coran détestent les femmes sauf quand elles sont mères et épouses. Ne parlons pas de la polygamie chez les musulmans et des vierges qu'ils trouveraient au paradis pour des actes de martyrs... Les rabbins, les imans, les curés de toutes paroisses désirent délester tout ce qui est féminin dans la femme pour ne la circonscrire qu'à l'état de mère et d'épouse. Son corps est maudit.

Le but de la femme est de procréer. Ainsi, les religions sont contre l'avortement. De même, elles condamnent et parfois à mort, les homosexuels. Curieux pour la religion catholique où une forte présence de prêtres homosexuels a été constatée (cf l'article du journal Le Monde du mardi 28 septembre 2021, Les prêtres, l'Eglise et l'homosexualité).

Ce qui est choquant, c'est que de nombreuses femmes sont encore « religieuses », mais ne sont pas en général

Contre l'islamo-fascisme, solidarité internationale avec le peuple afghan qui se rebelle contre les Talibans

De nombreux libertaires se sont joints à la dénonciation internationale contre l'invasion de l'armée talibane en Afghanistan et l'imposition de son interprétation de la charia ou de la loi islamique à la population, et en particulier aux femmes, jeunes et personnes âgées.

Cette situation n'est pas nouvelle, tant la population afghane a déjà eu à subir un précédent gouvernement taliban de 1996 à 2001. Ce que nous dénonçons entre autres, c'est le manque de reconnaissance des droits humains les plus fondamentaux que sont la liberté, l'égalité et la dignité humaine, tels que le droit à la vie, à l'éducation notamment des jeunes femmes, le droit de voyager/migrer, l'asile, la liberté sexuelle, les droits des enfants... Nous n'oublions pas non plus la destruction irréparable du patrimoine artistique que s'est vanté de détruire l'État islamique, patrimoine de toute l'humanité.

Après la conquête de la capitale afghane, Kaboul, les pires présages se sont confirmés. Les manifestations de femmes sont réprimées, les étudiantes doivent porter et la mixité n'a plus cours. Enfiler une abaya, un large voile couvrant le corps. Porter un niqab, qui couvre le visage et laisse apparaître les yeux. Les étudiantes afghanes devront désormais se conformer à cette tenue pour entrer dans les universités privées. Pour les libertaires qui prônent l'égalité, aucun compromis ne peut se faire

les victimes elles-mêmes qui cautionnent et justifient leur oppression en souscrivant aux dogmes qu'inventent les mêmes religions ?

Par définition, toute religion humilie les femmes. Mais la situation au Moyen-Orient est beaucoup plus critique car là-bas la religion musulmane la plus fanatique impose ses croyances et ses normes, et exécute les infidèles et les rebelles. Et les femmes de ces territoires, si elles n'arrivent pas à se défaire du carcan religieux n'auront qu'un avenir très sombre et, malheureusement, pour très longtemps, sombre. En ce sens, en Europe et en Amérique la situation est beaucoup plus favorable pour les femmes, mais cela n'enlève pas le fait qu'il y a beaucoup de chrétiens fondamentalistes qui méprisent les femmes. Cela n'enlève en rien le fait qu'en France et dans nombre de pays occidentaux, il faut éradiquer les féminicides et exiger l'égalité entre les hommes et les femmes (Le ministère de l'Intérieur a recensé 146 féminicides pour toute l'année 2019, en France). Et là, il ne faudra pas compter sur l'aide des religions mais uniquement sur les forces du progrès et de l'humanisme libertaire. Mais surtout l'action des femmes elles-mêmes.

Patoche (GLJD).

jour avec un tel régime politico-religieux. L'État islamo-fasciste s'est également établi en Afghanistan avec la complicité du silence international, dans le bruit des pantoufles contre celui des bottes talibanes. Face à cela, jusqu'à présent et cette année encore, plus de 550 000 Afghans ont quitté leurs foyers, portant le nombre total de personnes déplacées à plus de 5 millions, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Institution qui a exhorté le monde à ce qu'en raison de la situation d'urgence humanitaire et de la fragilité du respect des droits humains en Afghanistan, sa population ne soit expulsée : « ni retour forcé ni rapatriement de personnes ayant vu leur demande d'asile ». Le HCR rappelle que « les pays ont la responsabilité légale et morale d'autoriser le passage à ceux qui fuient l'Afghanistan en quête de sécurité », car il existe des obligations internationales de ne pas laisser les personnes dans des « situations dangereuses ».

Mais au-delà des institutions, avec les libertaires, nous défendons le respect scrupuleux des droits humains de l'ensemble de la population. C'est pourquoi nous élevons la voix pour demander que la France ne tourne pas le dos à la population afghane en fermant les frontières et en refusant d'accueillir une population en danger de mort.

La lutte antifasciste ne doit pas respecter les fausses frontières du capitalisme, pas plus que la solidarité féministe ne doit faire défaut avec les Afghanes qui refusent la tutelle patriarcale et religieuse des Talibans.



Les réflexions et actions anarchistes n'ont pas de frontières



Il est temps de dire que nous avons trop privilégié la lutte de classes pour faire renaître/revivre un anarcho-syndicalisme ou un syndicalisme révolutionnaire qui n'existe plus aujourd'hui qu'à l'état de témoignage. Cet investissement militant fut réalisé, en vain. Nous avons essayé, pour certains d'entre nous durant une quarantaine d'années pour les résultats que l'on connaît, même si ponctuellement quelques réussites ont pu être mises à notre actif, de nous investir dans le champ syndical à la CGT ou à la CNT. Nous n'avons pas d'amertume de constater cela, ainsi va la vie. Nous répétons depuis quelque temps que la lutte sur le terrain social devra s'exercer avec une finalité écologique. Quelques camarades nous disent : « Vous prenez le train de l'écologie en marche ». Que nenni ! Il nous suffit de ressortir nos photos d'archives. Dans les années 1977-1980, plusieurs libertaires havrais, mais pas qu'eux, ont participé à des manifestations anti-nucléaires à La Hague et à Paluel. En 1979, certains d'entre nous étions à Kalkar (Allemagne)... A la même époque, nous avons manifesté contre les marées noires en Bretagne (Amoco Cadiz...). Et dans les années 1980, deux de nos militants (retraités aujourd'hui) ont effectué un périple cycliste du Havre à Nantes en passant avant par le Morbihan. C'est dire qu'on n'a pas attendu « la mode du vélo » pour en faire. De même, nous avons participé à une campagne pour les transports gratuits au Havre... transports qui, il faut bien le dire, ne sont guère utilisés par les militants, quelle que soit l'obédience politique.

Donc, plutôt que d'un tournant, il faut plutôt considérer notre attitude comme un retour aux sources pour les plus anciens. Nos principes anarchistes sont toujours valides et opérationnels, ici et maintenant. On ne peut pas proposer un autre futur sans justement lutter pour que ce futur puisse exister alors que les catastrophes climatiques arrivent en cascade avec les conséquences que l'on connaît, sans compter la pollution qui tue des dizaines de milliers de personnes chaque année. Quant aux plus jeunes, nous leur disons que le syndicalisme peut être utile d'un point de vue corporatif mais en aucun cas il ne sera une alternative au système économique actuel. Il nous suffit d'analyser l'état du syndicalisme actuel. A peine 8% de syndiqués en France et si on regarde de plus près, le secteur privé est à 2%. Les grandes boîtes qui ont un Comité d'Entreprise limitent la casse sur le plan de la syndicalisation. Et encore. Sinon, dans les PME et les TPE, c'est le désert syndical. Chez les enseignants qui avaient un fort taux de syndicalisation, il y a une cinquantaine d'années, le déclin continue inexorablement comme dans toute la Fonction publique. Cela se traduit même par des taux d'abstention de 50% lors des élections professionnelles chez les enseignants du primaire. Bien au-dessus des dernières élections dans les TPE : 5,4% de participation

! Une abstention abyssale. Et l'Etat valide la représentativité syndicale sur les résultats des processus électoraux. De plus, les syndicats sont divisés et chaque parti politique y va de son organisation pour mettre sous sa coupe l'organisation syndicale. Le parti ouvrier indépendant (anciennement PT, PCI, OCI...) gangrène F.O. Les néostalinien sont toujours à la manœuvre à la CGT. NPA, UCL investissent les SUD. Les sociaux-démocrates de la CFDT s'engouffrent dans le « pacte pour le pouvoir de vivre » avec Nicolas Hulot... Les syndicats, minoritaires dans le monde du travail, sauf exceptions (Dockers...), en manque d'unité, sans projet alternatif de société, vivent de leurs rentes étatiques et patronales. Un syndicalisme qui dépend essentiellement des subsides du patronat et de l'Etat pour leurs frais de fonctionnement et de permanentat, est un syndicalisme godillot, moribond voire traître à sa classe. La collusion de certains syndicalistes avec les patrons n'est plus à démontrer notamment pour ceux et celles qui négocient, tout en dépendant des finances patronales. CQFD. Les partis politiques ont une lourde responsabilité quant à la désaffection syndicale. Les querelles de clocher de politiciens, les syndicats courroies de transmission des partis... ont eu raison du syndicalisme via la partition de ce dernier en plusieurs mini-confédérations. Et les anarchistes avec plusieurs CNT ne sont pas en reste.

Certes le salariat a évolué ; certes l'externalisation de secteurs d'entreprises et l'ubérisation ont fragmenté et fragilisé tout un pan de salariés... Les grèves ne font plus recettes et à part les secteurs des transports (cheminots, routiers, dockers, pilotes...), pas grand-chose ne bouge. La crise sanitaire va encore creuser le fossé entre les salariés et l'armée de permanents des syndicats dits « représentatifs ». Le mouvement des gilets jaunes a montré que d'autres formes de protestation étaient possibles sans perdre d'argent et en maintenant un fonctionnement horizontal. Pour ces raisons mais il y en a bien d'autres, nous pensons que le syndicalisme est voué à l'impuissance sauf lors de confrontations ponctuelles dans certains secteurs où il existe un rapport de force ou lors d'un conflit qui concerne un grand nombre de personnes comme pour la défense de la Sécu ou des retraites. Mais à terme, sauf sursaut unitaire très peu probable, le syndicalisme va continuer à péricliter.

Pour autant, pas de pessimisme, les anarchistes sont pleins de ressources. Des initiatives européennes sinon mondiales peuvent voir le jour sur le plan écologique car la pollution, le réchauffement climatique, la déforestation, la biodiversité... n'ont pas de frontières. Nos réflexions et actions non plus.

Ti Wi (GLJD)



L'A.B.C. anarchiste De Pierre-Joseph Proudhon à David Graeber



Suite du Libertaire Septembre 2021

Aide réciproque- Aide mutuelle

Pierre Kropotkine (1842–1921)

Alors que Bakounine a contribué à créer l'anarchisme révolutionnaire au cours de la dernière décennie de sa vie, Pierre Kropotkine a contribué à le développer au cours de cinq décennies. Comme Bakounine, il est né dans l'aristocratie russe, mais c'était aussi un scientifique de renommée mondiale. De même, il rejeta ses racines nobles et, bien que lisant Proudhon alors qu'il était en poste en Sibérie, il ne devint anarchiste que lors d'un voyage en Suisse en 1872.

De retour en Russie, il participe au mouvement populiste montant avant d'être arrêté et emprisonné. Il s'échappe en 1876 et s'exile, devenant rapidement un membre actif du mouvement anarchiste en France et dans le Jura suisse. En raison de ses écrits pour le journal *Le Révolté*, il est arrêté en France et après « le procès des 66 » de 1883, emprisonné. La pression publique assure sa libération en 1885 et l'année suivante, il est à nouveau exilé, cette fois en Grande-Bretagne, où il reste jusqu'à son retour en Russie après la Révolution de 1917.

Pendant la durée de son militantisme dans le mouvement, il écrit de nombreux livres anarchistes qui sont rapidement devenus des classiques: *Paroles d'un Révolté* (1885), *La conquête du pain* (1892), *La Grande Révolution, 1789-1793* (1909) et *Science moderne et Anarchie* (1913). Cependant, il a également produit de nombreux ouvrages sur la science populaire et d'autres sujets, notamment: *Dans les prisons russes et françaises* (1887), *Champs, usines et ateliers* (1898), son autobiographie *Mémoires d'un révolutionnaire* (1899) et probablement son œuvre la plus célèbre, *L'Entraide* (1902).

Pourtant, cela ne représente qu'une fraction de ses écrits, car il est l'auteur de nombreux articles et brochures dans des journaux libertaires tels que *Le Révolté*, *La Révolte*, *Les Temps Nouveaux* ... (en fait, la plupart de ses livres anarchistes sont des recueils d'articles de journaux). Il a également contribué régulièrement à des revues grand public, le plus souvent durant le XIX^{ème} siècle.

Kropotkine pense que la peur entrave toute possibilité de changement: « Ah, si l'humanité avait seulement la conscience de ce qu'elle peut, et si cette conscience lui donnait seulement la force de vouloir ! Si elle savait que la couardise de l'esprit est l'écueil sur lequel toutes les révolutions ont échoué jusqu'à ce jour !

Comme indiqué ci-dessus, *L'Entraide* est l'œuvre la plus célèbre de Kropotkine - bien qu'il semblerait que certains qui prétendent l'avoir lu ne parviennent pas à lire au-delà du titre (même la lecture du sous-titre démystifierait de nombreuses fausses notions à ce sujet: Un facteur d'évolution). Comme il l'indique clairement, il s'agit d'un ouvrage délibérément unilatéral car il s'agit d'un livre sur la loi de l'entraide, considérée comme l'un des principaux facteurs de l'évolution. Ainsi, plutôt que de voir la nature comme une grande fête façon Woodstock, il a vu que la guerre de chacun contre tous n'est pas la loi de la nature. L'entraide est autant une loi de la nature que la lutte mutuelle. En tant que tel, il est, comme Kropotkine s'efforce de le souligner, tout à fait dans la tradition darwinienne. L'évolution est basée sur la «survie du plus apte», pour reprendre l'expression d'Herbert Spencer ; ce dernier soutenait que les animaux qui acquièrent des habitudes d'entraide sont sans aucun doute les plus aptes et que la vie en société est l'arme la plus puissante dans la lutte pour la vie.

L'entraide (coopération), en résumé, profite aux individus et assure la survie de leur progéniture car elle permet le maintien et le développement ultérieur de l'espèce, ainsi que le plus grand bien-être et la jouissance de la vie pour l'individu, avec le moins de gaspillage d'énergie. Cette position, il faut le souligner, est devenue un élément standard de la sociobiologie moderne, même si elle est généralement attribuée à Robert Trivers et qualifiée d'«altruisme réciproque» plutôt que d'entraide.

Syndicats, Soviets, Assemblées

Kropotkine, comme beaucoup de penseurs anarchistes, souffre plus que sa part de malentendus et, malheureusement, de distorsions délibérées. L'un des plus évidents est le tableau qui le représente comme une sorte de saint anarchiste, le gentil défenseur de la coopération et - pour ceux qui sont vraiment ignorants - du pacifisme.

Il est difficile de savoir comment quiconque connaît ses idées pourrait suggérer cela, car même l'entraide n'ignore pas la lutte des classes. En effet, il s'agit d'un aspect clé de son exposé sur l'évolution sociale et dans sa discussion sur la société moderne, il indique l'extension et la force des organisations ouvrières comme un exemple d'«entraide», qui est constamment pratiquée par les syndicats et les grévistes. Pourtant, comme nous le savons tous, ne pas être familier avec les idées de quelqu'un n'a jamais empêché les critiques de jaillir sur lui.

N'oublions pas que l'aide mutuelle de Kropotkine permet aux individus et aux espèces de s'épanouir dans un environnement hostile et il n'est donc pas surprenant qu'il ait soutenu que la classe ouvrière devait s'organiser collectivement pour résister à l'environnement hostile du capitalisme. En tant que tel, il était un partisan du syndicalisme - le syndicalisme révolutionnaire - avant et après que le mot ait été inventé dans les années 1890. Ainsi, pour le citer (1881), «pour faire la révolution, la masse des ouvriers doit s'organiser, et la résistance et la grève sont d'excellents moyens par lesquels les ouvriers peuvent s'organiser [...] Ce qu'il faut, c'est construire des associations de résistance pour chaque métier dans chaque ville [...] pour fédérer à travers la France, pour fédérer au-delà des frontières. Il a résumé la position anarchiste révolutionnaire : Les anarchistes ont toujours conseillé de prendre une part active dans les organisations ouvrières qui mènent la lutte directe du travail contre le capital et son protecteur - l'État.

«Les syndicats», alors « les organes naturels pour la lutte directe avec le capital et pour l'organisation de l'ordre futur, mais il a aussi reconnu l'importance d'organisations similaires, comme les conseils ouvriers (soviets), qui se sont formés spontanément au cours des luttes sociales. Ainsi, nous le trouvons lors de la Révolution russe de 1905 affirmant que «le Conseil ouvrier [...] nous rappelle beaucoup le Comité central qui a présidé la Commune de Paris de 1871, et il est certain que les travailleurs de tout le pays devraient s'organiser sur ce modèle [...] ces conseils représentent la force révolutionnaire de la classe ouvrière. Les anarchistes ont été la première tendance à voir le potentiel des soviets comme un moyen de combattre et de remplacer l'État.

Pourtant, Kropotkine ne se limite pas à l'organisation industrielle. Il voit également la nécessité des assemblées communautaires et les place au cœur de son récit de 1909 sur la Grande Révolution française. Ainsi les assemblées générales des sections [...] éduqueront chaque citoyen politiquement [...] La force que cela [...] a donné à la Révolution [française] se comprend aisément et ainsi la conquête de la liberté doit commencer dans chaque village et chaque ville.

Alors que la spontanéité est un facteur de changement social, Kropotkine est bien conscient que les anarchistes ont un rôle à jouer pour aider à créer ce qu'il appelle «l'esprit de révolte». Notre rôle est d'encourager l'action directe et l'auto-organisation car, comme il le dit dans son dernier livre *Science moderne et Anarchie* (1913): Quels moyens l'État peut-il fournir pour abolir ce monopole [capitaliste] que la classe ouvrière ne pouvait trouver dans ses propres forces et groupes? [...] Sa machine gouvernementale, développée pour la création et le maintien de ces privilèges [capitalistes], pourrait-elle maintenant être utilisée pour les abolir? La nouvelle fonction ne nécessiterait-elle pas de nouveaux organes? Et ces nouveaux organes n'auraient-ils pas à être créés par les travailleurs eux-mêmes,

dans leurs syndicats, leurs fédérations, complètement en dehors de l'État?

Inutile de dire que Kropotkine - comme tous les anarchistes - est conscient qu'une société anarchiste ne pourra jamais apparaître comme par magie. En effet, il a explicitement dénoncé ce qu'il a appelé à juste titre «l'erreur d'une Révolution d'un jour ». La révolution est un processus, pas un événement, et doit avoir deux caractéristiques clés pour être un succès.

Premièrement, l'expropriation des moyens de vie - la terre, les lieux de travail, le logement, etc. Il est convaincu qu'une révolution réussie signifie que les travailleurs «n'attendent pas les ordres d'en haut avant de prendre possession de la terre et du capital. Ils les prendront d'abord, puis - déjà en possession de terres et de capitaux - ils organiseront leur travail. Seulement cela «créerait la situation où chacun peut vivre en travaillant librement, sans être obligé de vendre son travail et sa liberté à d'autres qui accumulent la richesse par le travail de leurs serfs». Deuxièmement, l'abolition de l'État: «La commune de demain [...] écrasera l'État et le remplacera par la Fédération.»

Créer un monde digne des hommes et des femmes prendrait du temps car de nombreux héritages de la société de classe ne peuvent être supprimés instantanément. Donc pas de révolution «du jour au lendemain»: «Un soulèvement peut renverser et changer un gouvernement en un jour, tandis qu'une révolution a besoin de trois ou quatre ans de convulsion révolutionnaire pour arriver à des résultats tangibles [...] si l'on doit s'attendre à ce que la révolution, dès ses premières insurrections, ait un caractère communiste, il faudrait renoncer à la possibilité d'une révolution ».

La priorité est la création d'une nouvelle organisation sociale basée sur de nouveaux principes libérateurs, car «pour faire une révolution, il est [...] nécessaire qu'après les soulèvements, il y ait quelque chose de nouveau dans les institutions. Permettre l'élaboration et l'établissement de nouvelles formes de vie. » D'où la nécessité de créer des fédérations de syndicats, de soviets et d'assemblées communautaires. Inutile de dire qu'en dépit des mythes marxistes, il a reconnu - comme tous les anarchistes - que la classe capitaliste ne disparaîtrait tout simplement pas, d'où la nécessité d'organiser «la protection mutuelle contre l'agression, l'entraide, la défense territoriale» sous la forme d'une fédération de milices ouvrières.

Communisme libertaire

Alors que Kropotkine est le plus célèbre défenseur du communisme anarchiste - ou libertaire -, il n'a pas inventé l'idée - Joseph Déjacque a soulevé l'idée dans les années 1850 et elle s'est développée au sein de l'aile fédéraliste de la Première Internationale pendant que Kropotkine était

emprisonné en Russie.

Il faut dire que le communisme anarchiste n'a rien à voir avec l'Union soviétique ou avec les autres régimes faussement appelés « communistes ». En effet, comme d'autres anarchistes, il a été l'un des premiers critiques du bolchevisme et a fait valoir que la Révolution russe a simplement montré « comment ne pas introduire le communisme » pour les « vices habituels de chaque État centralisé qui rongent cette administration, la masse du peuple est exclue de la reconstruction, et les pouvoirs dictatoriaux des bureaucrates communistes, loin d'atténuer les maux, ne font que les aggraver. Plutôt qu'un système étatiste centralisé, travailler et être véritablement libérateur, « Le communisme [...] doit résulter de milliers d'actions locales séparées [...] Il ne peut pas être dicté par un organe central: il doit résulter des innombrables besoins et désirs locaux. »

Donc, si l'Union soviétique n'était pas le communisme, qu'est-ce que le communisme? En termes simples, c'est un système économique qui reconnaît que les besoins ne sont pas assimilés à des actes. Bref, il est basé sur la célèbre maxime « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Comme le fait valoir Kropotkine, « la femme qui allaite son bébé et passe des nuits blanches à son chevet, ne peut pas faire autant de travail que l'homme qui a dormi paisiblement ». De même pour les enfants, les malades et les personnes âgées - les besoins de tous doivent être considérés plutôt que d'enregistrer mécaniquement et froidement la quantité de travail qu'une personne a dépensée.

Outre l'équité et la justice, Kropotkine considère le communisme (libertaire, bien sûr) comme le système économique le mieux placé pour développer l'individualité et les capacités personnelles car « sans le communisme, l'homme ne pourra jamais atteindre ce plein développement de l'individualité qui est, peut-être, le désir le plus puissant de tout être pensant. Le « communisme », alors, « garantit la liberté économique mieux que toute autre forme de groupement car [...] il peut garantir à tous le bien-être et même le luxe en ne demandant à l'homme que quelques heures de travail par jour au lieu de toute la journée. » Cela demeure une vision inspirante.

Partisan de l'éducation libre et intégrale, Kropotkine bien qu'étant l'un des principaux théoriciens de l'anarchisme s'est peu exprimé sur le sujet. En 1885, Élisée Reclus extrait une partie des articles écrit par son ami Kropotkine dans le journal libertaire *Le Révolté* entre 1880 et 1882 et les édite en volume sous le titre *Paroles d'un révolté*.

Dans un des chapitres intitulé *Aux jeunes gens*, Pierre Kropotkine s'adresse aux jeunes qui, favorisés par le sort, ont fait des études médicales, d'ingénieur, de droit...

Concernant les enseignants, il choisit d'interpeller les instituteurs : « Et que dire au maître d'école, - non pas à celui qui considère sa profession comme un ennuyeux

métier, mais à celui qui, entouré d'une bande joyeuse de moutards, se sent à son aise sous leurs regards animés, au milieu de leurs joyeux sourires, et qui cherche à réveiller dans ces petites têtes les idées humanitaires qu'il caressait lui-même lorsqu'il était jeune ?

Souvent, je vous vois triste, et je sais ce qui vous fait froncer les sourcils. Aujourd'hui, votre élève le plus aimé, qui n'est pas très avancé en latin, c'est vrai, mais qui n'en a pas moins bon cœur, racontait avec enthousiasme la légende de Guillaume Tell. Ses yeux brillaient, il semblait vouloir poignarder sur place tous les tyrans ; il disait avec feu ce vers passionné de Schiller :

*Devant l'esclave, quand il rompt sa chaîne,
Devant l'homme libre, ne tremble pas !*

Mais rentré à la maison, sa mère, son père, son oncle, l'ont vertement réprimandé pour le manque d'égards qu'il a eu envers monsieur le pasteur ou le garde-champêtre : ils lui ont chanté pendant une heure « la prudence, le respect aux autorités, la soumission », si bien qu'il a mis Schiller de côté pour lire « L'art de faire son chemin dans le monde ! »

Kropotkine comprend le désarroi des instituteurs qui voient souvent leur travail sapé par les préjugés des familles des enfants ainsi que leur conditionnement au respect de l'autorité amenant à la soumission.

Il pense que pour changer l'école il faut d'abord s'en prendre aux fondations de la société bourgeoise et que dans le cadre du système en place aucun changement n'est à espérer d'autant que si l'instituteur conteste l'autorité, il sera mis à l'index : « Vous voudrez l'instruction large, humanitaire, pour tous, à l'école et en dehors de l'école, et voyant qu'elle est impossible dans les conditions actuelles, vous vous attaquerez aux bases mêmes de la société bourgeoise. Alors, mis en disponibilité par le ministère, vous quitterez l'école et vous viendrez parmi nous, avec nous, dire aux hommes âgés, mais moins instruits que vous, ce que le savoir a d'attrayant, ce que l'humanité doit être, ce qu'elle peut être. Vous viendrez travailler avec les socialistes à la transformation complète du régime actuel, dans le sens de l'égalité, de la solidarité, de la liberté. »

Kropotkine favorable à l'éducation intégrale s'oppose à une éducation spécialisée donnée trop tôt et prône une combinaison de l'éducation scientifique et l'éducation manuelle dans l'intérêt de la société : « Nous affirmons que dans l'intérêt de la science et de l'industrie, aussi bien que dans l'intérêt de la société prise dans son ensemble, tout être humain, sans distinction de naissance, devrait recevoir une éducation qui lui permît d'acquérir une connaissance approfondie des sciences, en même temps que la connaissance sérieuse d'un métier. Nous reconnaissons parfaitement qu'il est nécessaire de se spécialiser dans ses études ; mais nous soutenons que cette spécialisation ne doit venir qu'après l'éducation générale, et que cette éducation générale doit comprendre les sciences et le travail manuel. »

Kropotkine se déclarant en accord avec les Fourieristes et les partisans de la Fédération Jurassienne prône la fin de la division entre travailleurs intellectuels et manuels : « À la division de la société en travailleurs intellectuels et travailleurs manuels, nous opposons la combinaison des deux ordres d'activité ; et au lieu de l'enseignement « professionnel », qui comporte le maintien de la séparation actuelle, nous préconisons, avec les fourieristes, avec quelques-uns des fondateurs de l'Internationale, - leurs élèves, - et avec bon nombre de savants modernes, l'éducation intégrale, l'éducation complète, qui entraîne la disparition de cette pernicieuse distinction.

En réalité, ces propos font écho à ceux de Proudhon. Kropotkine souhaite par ailleurs que les jeunes restent à l'école jusqu'à 18-20 ans et que les filles puissent au même titre que les garçons étudier en profondeur les sciences :

« Il s'agirait de donner aux élèves une telle éducation que, en quittant l'école à l'âge de dix-huit ou vingt ans, chaque jeune homme et chaque jeune fille eussent étudié à fond les sciences, de façon à pouvoir être d'utiles ouvriers pour la science, et, en même temps, eussent acquis des notions générales sur ce qui constitue les bases de l'éducation professionnelle, ainsi que la connaissance d'un métier qui les mît en mesure de prendre leur place dans l'immense armée du travail manuel, des producteurs de la richesse.

Kropotkine est l'un des rares penseurs de son époque à vouloir que les jeunes restent à l'école aussi tardivement. Ses contemporains sont davantage enclins à donner une base scolaire aux jeunes afin de les faire entrer dans la vie active le plus rapidement possible, notamment dans les milieux ouvriers, où les enfants sont considérés comme une charge s'ils ne gagnent pas leur vie au plus tôt. C'est peut-être ce fossé que ce scientifique libertaire essaie de combler.

Errico Malatesta (1853–1932)

Comme Kropotkine, membre de la Première Internationale et communiste anarchiste, il est né dans la classe moyenne italienne et est devenu anarchiste en 1872. En tant que militant de premier plan, il est emprisonné à plusieurs reprises en Italie et, par conséquent, vit principalement en exil. Il est très actif au niveau international - notamment en Italie, en Argentine, en Grande-Bretagne et en Amérique. Il n'est retourné en Italie qu'en 1919 lorsque le Biennio Rosso (les deux années rouges) a commencé. Malatesta a joué un rôle si actif dans les événements que le gouvernement italien l'a arrêté ainsi que plus de 80 autres anarchistes et syndicalistes en 1921. Déclaré non coupable par un jury, il sort de prison pour faire face à la vague montante de violence fasciste. Face à l'indifférence - sinon à l'hostilité pure et simple - de la gauche italienne (sociaux-démocrates ou communistes), il plaide pour un front uni contre la montée du fascisme et après la victoire de ce dernier, il est placé en résidence surveillée par Mus-

solini.

Bien qu'il soit un penseur important et clair, sa vie aventureuse l'empêche d'écrire des livres sur l'anarchisme. Par contre, il a écrit de nombreux pamphlets anarchistes, notamment *Entre paysans* (1884), *l'Anarchie classique* (1891) et *Au café - Conversations sur l'anarchisme* (1897). Il a résumé ses idées dans *Un programme Anarchiste* (1919) qui était une déclaration politique de l'Union anarchiste italienne. Il a également édité et contribué à de nombreux journaux, dont *La Question Sociale*, *L'Associazione*, *Volontà*, *Umanità Nova* et *Pensiero e Volontà*.

Les contributions de Malatesta à l'anarchisme sont doubles.

Premièrement, alors qu'il est communiste libertaire, Malatesta reconnaît les limites de ce que l'on pourrait appeler l'anarchisme avec des adjectifs.

Il y a de nombreuses raisons à cette position, notamment le paradoxe de prôner le communisme libre pour tous. Comme il le note, «le communisme libre et volontaire est ironique si l'on n'a pas le droit et la possibilité de vivre dans un régime différent, collectiviste, mutualiste, individualiste - comme on le souhaite, toujours à condition qu'il n'y ait pas d'oppression ou d'exploitation des autres. " De plus, l'avenir ne peut être prédit, on ne peut pas se battre pour le moment et donc «[ce n'] est pas bon pour nous, pour le moins, de sombrer dans des conflits sur de simples hypothèses.» Il n'y a donc pratiquement «aucune raison de se scinder en petites écoles, dans notre empressement à trop insister sur certains traits [...] de la société du futur, trop éloignée de nous pour nous permettre d'envisager tous ses ajustements et combinaisons possibles. »

D'où la nécessité d'un «anarchisme sans adjectifs», qui signifie être orienté vers les moyens et non orienté vers les fins. Les anarchistes doivent «s'entendre sur les voies et moyens, et aller de l'avant». Cela suppose qu'il faut travailler avec les collectivistes espagnols car ils partagent ces manières de voir sur le travail au sein du mouvement ouvrier plutôt qu'avec les anarcho-communistes espagnols qui partagent une vision de la meilleure forme d'une future société libre. «Le sujet», alors, «n'est pas de savoir si nous accomplissons l'anarchie aujourd'hui, demain ou dans les dix siècles à venir, mais que nous marchons vers l'anarchie aujourd'hui, demain et toujours.

Deuxièmement, il souligne la nécessité pour les anarchistes de s'organiser en anarchistes pour influencer la lutte des classes. C'est ce qu'il appelle le « Parti anarchiste », une expression que la plupart des anarchistes rejetteraient aujourd'hui, mais par laquelle il entend simplement une fédération de compagnons partageant les mêmes idées travaillant pour convaincre les autres à leurs idées.

Malatesta, à juste titre, considère ce que nous faisons ici et maintenant comme la clé plutôt que comme une vision d'un monde meilleur. D'où la nécessité de construire un contre-pouvoir à la hiérarchie car «la résistance du peuple est la seule limite fixée sur l'intimidation des patrons et des dirigeants». Cela signifie que la tâche du parti anarchiste est claire: «Nous devons travailler [...] pour éveiller l'esprit de révolte et le désir d'une vie libre et heureuse. Nous devons initier et soutenir tous les mouvements qui tendent à affaiblir les forces de l'État et du capitalisme et à élever le niveau moral et les conditions matérielles des travailleurs. «Seule la liberté ou la lutte pour la liberté peut être l'école de la liberté», soutient Malatesta et «si nous attendons de plonger dans la mêlée jusqu'à ce que le peuple porte les couleurs communistes anarchistes, nous courrons un grand risque de rester des rêveurs éternels. " Pour que l'anarchie soit une possibilité, alors, «les anarchistes [...] doivent s'efforcer d'acquérir une influence importante afin d'attirer le mouvement vers la réalisation de nos idéaux. Mais une telle influence doit être gagnée en faisant plus et mieux que les autres. En résumé: «La tâche de la minorité consciente est de profiter de la situation même pour changer l'environnement d'une manière qui rendra possible l'éducation de tout le peuple.»

Cela assigne aux anarchistes un devoir de s'organiser en anarchistes, que «nous devons approfondir, développer et propager nos idées et coordonner nos forces dans une action commune». Et il avait parfaitement raison. La position anarchiste de Malatesta concernant la politique du moindre mal est claire ; elle consiste à s'abstenir d'actions basées sur des calculs opportunistes et à respecter le principe de cohérence entre les fins et les moyens.

Malatesta définit les grandes lignes du « programme anarchiste » :

- 1) Abolition de la propriété privée de la terre, des matières premières et des instruments de travail – pour que personne n'ait le moyen de vivre en exploitant le travail d'autrui, – et que tous, assurés des moyens de produire et de vivre, soient véritablement indépendants et puissent s'associer librement les uns les autres, dans l'intérêt commun et conformément à leurs affinités personnelles.
- 2) Abolition du gouvernement et de tout pouvoir qui fasse la loi pour l'imposer aux autres : donc, abolition des monarchies, républiques, parlements, armées, polices, magistratures et de toute institution ayant des moyens coercitifs.
- 3) Organisation de la vie sociale au moyen des associations libres, et des fédérations de producteurs et consommateurs, créées et modifiées selon la volonté des membres, guidées par la science et l'expérience, et dégagées de toute

obligation qui ne dériverait pas des nécessités naturelles, auxquelles chacun se soumet volontiers, lorsqu'il en a reconnu le caractère inéluctable.

4) Garantie des moyens de vie, de développement, de bien-être aux enfants et à tous ceux qui sont incapables de pourvoir à leur existence.

5) Guerre aux religions, et à tous les mensonges, même s'ils se cachent sous le manteau de la science. Instruction scientifique pour tous, jusqu'aux degrés les plus élevés.

6) Guerre au patriotisme. Abolition des frontières, fraternité entre tous les peuples.

7) Reconstruction de la famille, de telle manière qu'elle résulte de la pratique de l'amour, libre de toute chaîne légale, de toute oppression économique ou physique, de tout préjugé religieux.

Tel est notre idéal.

Malatesta engage les anarchistes à obtenir des avancées sur différents fronts afin d'aller vers l'anarchie : « L'anarchie est l'abolition du vol et de l'oppression de l'homme par l'homme, c'est-à-dire l'abolition de la propriété individuelle et du gouvernement : l'anarchie est la destruction de la misère, de la superstition et de la haine. Donc, chaque coup porté aux institutions de la propriété individuelle et du gouvernement, est un pas vers l'anarchie, de même que chaque mensonge dévoilé, chaque parcelle d'activité humaine soustraite au contrôle de l'autorité, chaque effort tendant à élever la conscience populaire et à augmenter l'esprit de solidarité et d'initiative, ainsi qu'à égaliser les conditions. »

Errico Malatesta reconnaît la nécessité de la participation active des anarchistes au mouvement ouvrier mais au Congrès d'Amsterdam de 1907, il s'oppose à Monatte en affirmant : « Le syndicalisme, je dis, même s'il se corse de l'adjectif révolutionnaire, ne peut être qu'un mouvement légal, un mouvement qui lutte contre le capitalisme dans le milieu économique et politique que le Capitalisme et l'Etat lui imposent. Il n'a donc pas d'issue, et ne pourra rien obtenir de permanent et de général, si ce n'est en cessant d'être le syndicalisme, et en s'attachant non plus à l'amélioration des conditions des salariés et à la conquête de quelques libertés, mais à l'expropriation de la richesse et à la destruction radicale de l'organisation étatiste. »

Dans l'optique de Malatesta, il faut se rapprocher de l'idéal anarchiste sans se laisser piéger par les réformes hypocrites des gouvernements et des patrons qui tendent à écarter le peuple de la lutte contre l'autorité et le capitalisme.

A Suivre...

Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com